



La Délégation de l'Union Européenne (DUE) en Tunisie s'est engagée pour contribuer à l'amélioration du climat d'investissements en ligne avec les attentes du secteur privé et à l'émergence de nouvelles opportunités de création d'emplois durables et inclusifs en Tunisie





SOMMAIRE

Diagnostic du marché financier tunisie

1^{er} Dialogue

Le Financement de la TPME en Tunisie, entre financement conventionnel et instruments financiers innovant

Note technique

Tunisie : profil de risque pays et perspectives de financement mixte

2^{ème} Dialogue

L'internationalisation et l'accès aux marchés internationaux de la PME en Tunisie : défis et opportunités à l'ère du post-COVID-19

Enquête

Les services non financiers d'appui aux PME

3^{ème} Dialogue

L'investissement à impact : pertinence et opportunité pour le financement de la TPME tunisienne

Mapping

Potentiels investisseurs à impact en Tunisie

4^{ème} Dialogue

La RSE -Responsabilité Sociétale des Entreprises - au service de la compétitivité de la TPME tunisienne

Enquête

Les pratiques RSE dans les PME tunisiennes

Note technique

Finance carbone et développement du marché des obligations vertes en Tunisie

5^{ème} Dialogue

L'avenir c'est maintenant ! ESG/Bilan carbone en tant que facteurs de compétitivité et de résilience face aux enjeux de transition

6^{ème} Dialogue

La digitalisation au service de la compétitivité de la PME tunisienne

Etude de cas

AGRITECH, et facteurs de croissance des TPE agricoles.

7^{ème} Dialogue

Appui à la structuration du dialogue public privé

Outil de suivi : Matrice Climat d'investissement en Tunisie



CONTEXTE DE L'ACTION

La Tunisie a été confrontée ces 10 dernières années à plusieurs défis importants, dont notamment, une instabilité politique matérialisée par des changements fréquents de gouvernements et une polarisation politique accrue, ainsi que des problèmes économiques persistants, notamment un chômage élevé en particulier chez les jeunes, et une croissance économique faible.

La pandémie de COVID-19, et plus récemment la guerre en Ukraine, ont exacerbé ces difficultés, avec des perturbations importantes dans les secteurs du tourisme ou de l'agriculture, une réduction de l'investissement étranger, une augmentation significative de la migration irrégulière, s'ajoutant à des défis structurels profonds, tels que la corruption, les inégalités



socio-économiques et le manque d'effectivité des réformes engagées.

« La Délégation de l'Union Européenne (DUE) s'est engagée aux cotés de la Tunisie afin de contribuer à l'amélioration de son climat d'investissement, en ligne avec les attentes du secteur privé, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles opportunités d'emplois. »

Cet engagement se place dans le contexte du Plan d'investissement Extérieur de l'Union européenne et des instruments financiers associés (Fonds européen pour le développement durable, FEDD/FEDD+), ainsi que de sa stratégie Global Gateway lancée récemment.

L'objectif commun poursuivi est de promouvoir une croissance inclusive, la création d'emplois décents et le développement durable en facilitant la mobilisation de l'investissement privé et public sur certains domaines prioritaires sur la période 2021-27.



Dans ce contexte, la DUE a organisé une série de dialogues structurés, constructifs, réguliers et inclusifs avec les acteurs de l'écosystème de l'investissement en Tunisie, intitulée « Du point de vue de l'Entreprise ». Cette série de dialogue a notamment contribué à l'élaboration d'une des « Initiatives Equipe Europe - IEE » identifiée en Tunisie par la DUE en coordination avec ses Etats membres, leurs agences d'exécution et les Institutions financières européennes.

En lien avec ces dialogues, l'équipe d'experts mobilisée a également soutenu la DUE par la production d'enquêtes, de diagnostics ou d'études techniques qui ont contribué à l'identification de thématiques prioritaires dans le cadre du dialogue politique sur les réformes du climat d'investissement ou à la formulation de programmes d'accompagnement.

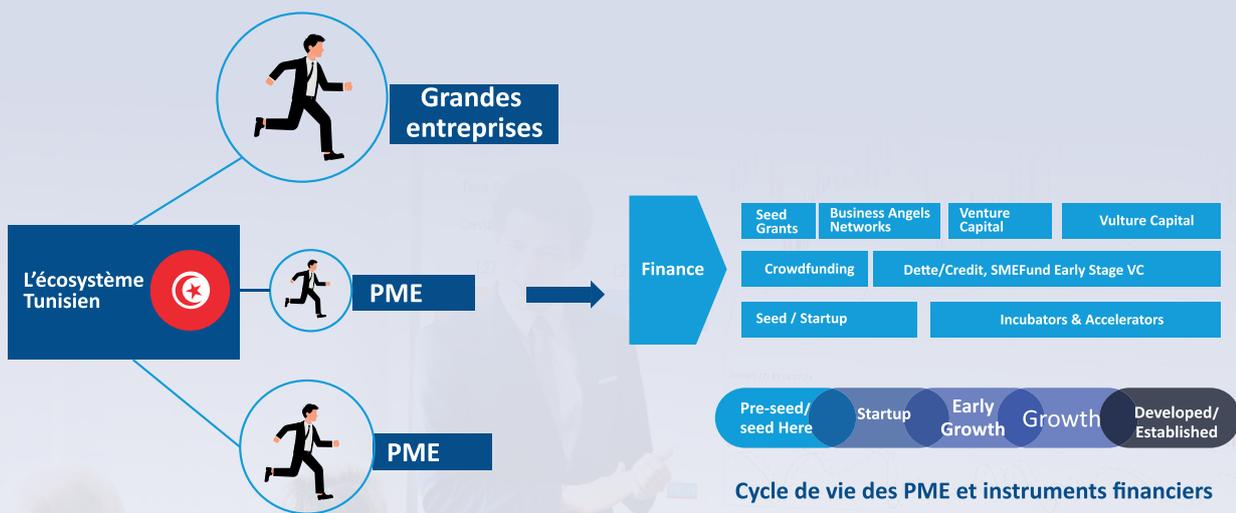
Ce document présente une synthèse et des recommandations issus de ce processus qui s'est déroulé sur la période 2021-23.

Diagnostic du Marché Financier Tunisien

Avec pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché financier tunisien et déterminer sa capacité à répondre aux besoins des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME), ce diagnostic reprend le contexte actuel du pays, fourni un aperçu des principaux acteurs et instruments financiers existants et analyse la pertinence de ces instruments vis-à-vis du continuum de financement des PME tunisiennes.

La principale conclusion de ce diagnostic est que le système financier tunisien est encore peu développé, aussi bien en termes d'instruments et de marchés, que de liquidité, de cadre législatif et réglementaire. Ces facteurs limitent le financement de l'ensemble des phases du cycle de vie de la PME. Cependant, des axes d'amélioration prioritaires peuvent être identifiés tant au niveau macro, méso et micro.

L'écosystème tunisien: « Missing Middle »

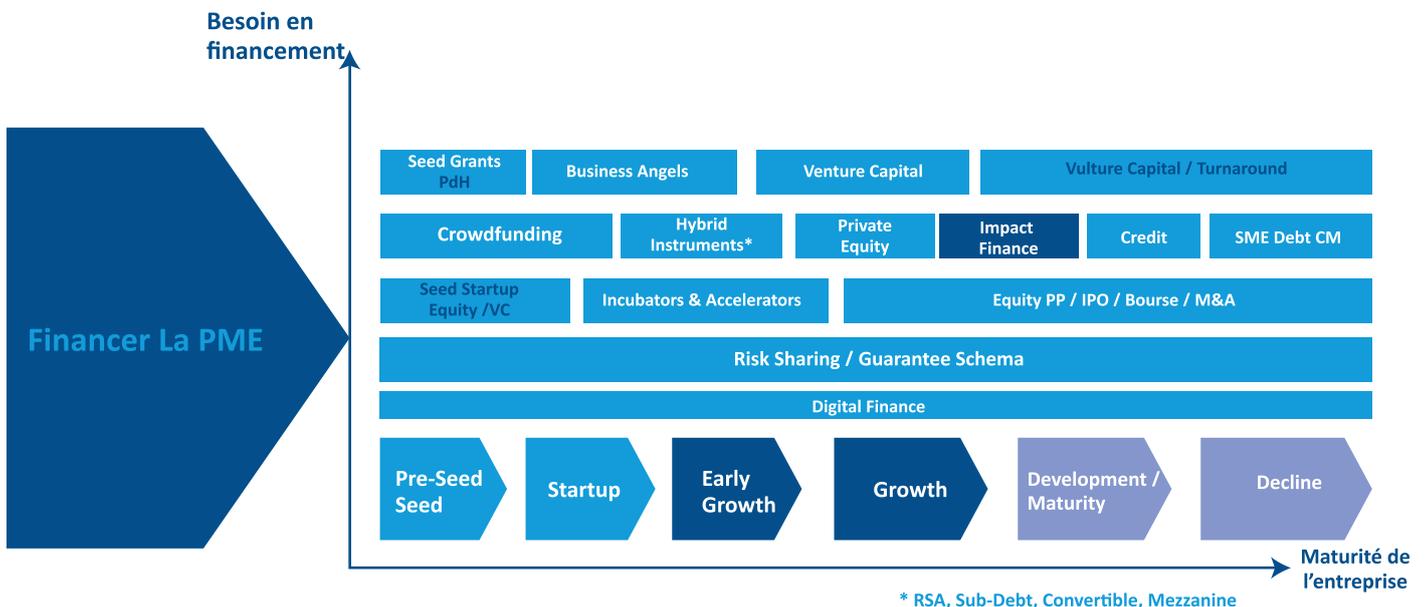


La taille des cercles ci-dessus reflète les montants des financements attirés

Les points clés

- ▶ L'autofinancement et la contribution propre des entrepreneurs couvrent plus de 70% du total des besoins de financement à long terme des entreprises. Les sources alternatives de financement en capital (e.g. investisseurs providentiels, prêts d'honneur, plateformes de financement participatif, fonds d'investissements dédiés, SICAR, IPOs, marchés alternatifs, instruments de partage du risque ...) étant encore en phase de développement, il a paru important de détailler ces instruments en Tunisie :
- Business Angels encore trop peu présents dans le financement des PME tunisiennes en phase startup. Le potentiel de la diaspora tunisienne en matière d'investissement privé est un atout nécessitant des actions ciblées de sensibilisation, d'agrégation et d'assistance technique.
- Crowdfunding émergent mais comporte déjà certaines caractéristiques restrictives dans son utilisation en Tunisie (e.g. segmentation des activités dons/prêts).
- Prêt d'honneur dispose d'un haut potentiel encore mal appréhendés par les banques et l'absence de garantie sur les crédits bancaires ne facilite pas leur utilisation de même que ses coûts élevés d'instruction et de gestion.
- Fonds d'investissements à impacts peinent encore à émerger en Tunisie bien qu'ils constituent des moteurs d'innovation et donc une ressource clé pour l'essor des transitions nécessaires dans les domaines numérique, énergétique ou pratiques agricoles/industrielles durables.
- Capital-risque demeure peu actif et réalise des collectes de fonds de taille modeste tandis que les instruments de sortie (IPO, Vente Privée, M&A) dédiés aux PME restent peu dynamiques et trop onéreux.
- Enfin, les instruments financiers du marché des capitaux d'emprunt pour le financement des PME sont inexistant (y compris pour les instruments dérivés) de même que les instruments financiers (dette et capital) dédiés à la restructuration des PME ou à l'aide aux entreprises en difficulté.

Les Insuffisances des instruments financiers





- ▶ Les instruments financiers de dettes pour les PME qui jouent traditionnellement un rôle central dans les phases de croissance, de développement et de maturité des PME, se limitent essentiellement aux portefeuilles existants de clients et ne génèrent que peu de nouveaux crédits, généralement à court terme (e.g besoin de fonds de roulement).
- ▶ Les instruments financiers hybrides ne sont pas réellement développés sur le marché tunisien à l'exception de quelques instruments de dette mezzanine.
- ▶ Les instruments financiers de partage du risque sont principalement centralisés autour de la Société Tunisienne de Garantie (SOTUGAR) et largement sous utilisés.
- ▶ Enfin les produits FinTech qui se développent actuellement sont un gisement potentiel d'amélioration et d'inclusivité de l'accès au financement en Tunisie.

A la suite de ce diagnostic sommaire, un 1er dialogue avec le secteur privé et les institutions financières tunisiennes a été organisé pour discuter des problèmes et des opportunités identifiées et contribuer à élaborer des recommandations et des solutions en collaboration avec les acteurs de l'investissement en Tunisie.





Dialogue #1



Le Financement de la TPME en Tunisie, entre financement conventionnel et instruments financiers innovants



Interventions & bio's



M. Christophe Malherbe

Chef d'Equipe du Programme régional de DG NEAR "MED MSME"

Ingénieur / MBA, il a forgé son expérience des pays du Sud Méditerranéen en occupant des postes d'expert résident en Egypte, en Jordanie, au Maroc, au Liban et en Tunisie où il a notamment contribué à l'émergence du capital risque. Spécialisé dans le domaine des financement alternatifs, il appuie avec son équipe la transition des secteurs financiers méditerranéens vers la digitalisation, l'open-banking et la finance d'impact.



M. Stefano Capodagli

Expert technique en instruments financiers du Frankfurt School

Chef d'équipe du projet d'assistance technique pour la délégation tunisienne de l'UE sur le dialogue public-privé - plus de 20 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des instruments financiers et des marchés, dont plus de 15 ans consacrés au développement du secteur privé (DSP) dans différents contextes (Europe, Afrique, Asie orientale et centrale) - expérience professionnelle, qui comprend des missions dans la Tunisie, la région MENA (Algérie, Libye, Bahreïn) et dans les pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Ghana, Nigéria, Tanzanie et Togo). - conseiller stratégique principal et conseiller financier pour les services de développement des entreprises dans les pays Afrique- Caraïbi-Pacifique et a travaillé pour d'autres projets d'assistance technique de Frankfurt School/ KfW en Tunisie ainsi que pour des projets financés par l'UE pour le secteur privé (par exemple la BERD).



Mme Clara Guilhem

Responsable de pôle Entrepreneuriat et Innovation chez Expertise France

Après des études à Sciences Po Lille, elle intègre un bureau d'études puis l'opérateur de coopération internationale du Ministère de l'Economie et des Finances français, ADETEF - qui deviendra en 2015 Expertise France où elle se spécialise dans les politiques publiques liées au développement économique sur le continent africain. Avec 8 ans d'expérience dans le domaine de la gouvernance économique et financière, elle est maintenant responsable du projet Innov'i-EU4Innovation financé par l'Union Européenne.



Les points clés

- ▶ Soutenir la promotion et la communication sur les mécanismes et instruments financiers et non financiers existants et à venir, ainsi que l'éducation/formation financière
- ▶ Accompagner les PME pour aider à la construction du pipeline des investisseurs
- ▶ Favoriser l'émergence de nouveaux mécanismes de garanties pour une meilleure gestion des risques liés à l'investissement
- ▶ Soutenir les efforts de la BCT en matière de bancarisation des acteurs du secteur informel (« decashing ») et d'adaptation des taux d'intérêts selon les niveaux de risques
- ▶ Accompagner la structuration des banques pour mieux soutenir l'internationalisation des entreprises
- ▶ Contribuer au développement de nouveaux mécanismes de financement (mobile banking, fintechnologies et fonds d'investissement dans les régions) pour une meilleure inclusion financière
- ▶ Accélérer les grandes réformes en lien avec l'environnement des affaires notamment celles de l'administration, du code de change et du marché des capitaux
- ▶ Opérationnaliser les nouvelles lois e.g. « Crowdfunding », ESS/ autoentrepreneur et inclusion financière.



Dans la continuité de cet atelier, une note technique sur le profil de risque de la Tunisie et les perspectives du financement mixte (« blending ») dans le pays a été rédigée. La note a été élaborée à partir des publications financières et économiques les plus récentes (EIU, Agences de notations, analyse FMI) et d'une série d'entretiens avec des parties prenantes tunisiennes concernées et issues du système universitaire ainsi que des experts en investissement.



Dialogue #1 avec le secteur privé







Note Technique

**Tunisie : profil de risque
pays et perspectives de financement mixte**



Les opportunités offertes par les instruments de financement mixte disponibles dans le cadre FEDD+ dépendent pour l'essentiel du profil de risque pays ainsi que d'autres facteurs tels que le niveau de certains indicateurs macroéconomiques (BoP, Deficit, Inflation, taux d'endettement/PIB ...), ou bien de perception de fragilité politico/institutionnelle.

Un profil de risque pays faible accompagné d'une gouvernance politique et institutionnelle solide contribue à accroître la capacité d'un pays à attirer des financements internationaux (tant publics que privés) et, par conséquent, également des instruments de financement mixtes.

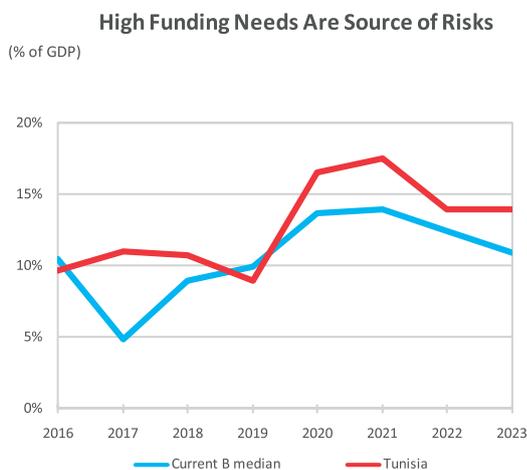
A l'inverse, un profil de risque pays élevé ou croissant doublé d'une instabilité politico-institutionnelle limitent la capacité d'un pays à attirer des institutions financières de développement pour la mise en place d'opérations de financement mixtes à court et moyen terme.

Pourtant, les instruments de financement mixtes sont largement considérés comme l'une des modalités les plus favorables pour créer des biens publics à long terme et améliorer le cadre structurel d'un pays. À l'échelle mondiale,

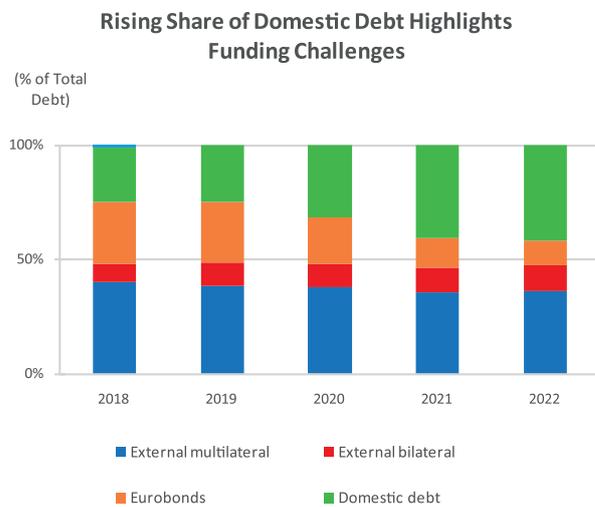
les systèmes de financement mixtes ont joué un rôle central dans la facilitation de l'accès au financement pour les PME et de nombreux exemples confirment leur capacité à créer de la valeur financière et économique à long terme. Ils ont également joué un rôle anticyclique important lors de crises multiples et ont fortement soutenu les PME dans le cadre des crises récentes.

Dans le contexte actuel de dégradation socio-économique et politique que traverse la Tunisie (Moody's Caa2- et Fitch CCC+), les perspectives de mobilisation des instruments de financement mixtes sont jugées faibles et difficiles. En effet, le niveau requis de réduction du risque pays est tel que même le coussin offert par les garanties budgétaires UE ou de subvention d'investissement s'avère parfois insuffisant.

Cette contrainte se vérifie essentiellement en matière d'investissements publics (guichet souverain & sous-souverain) tandis que le guichet d'accès réservé au secteur privé semble être aujourd'hui la principale voie de mobilisation à court terme de financements mixtes, e.g. via des mécanismes de garanties de couverture du risque de change, ou la mobilisation d'AT...



Source: Fitch Ratings



Source: Fitch Ratings, BCT

Après la question du financement du tissu entrepreneurial tunisien, son internationalisation représente un autre enjeu majeur de croissance des PME tunisiennes qui opèrent sur un marché intérieur exigü et complexe. Au moment où la Tunisie élaborait son plan de relance post-COVID, l'atelier visait à discuter des défis à surmonter pour rendre le rebond des PME tunisiennes plus rapide et plus efficace. Le dialogue visait aussi à échanger sur la manière dont les politiques de l'entrepreneuriat et de l'internationalisation des PME devront évoluer pour faire face à l'impact transformateur de la pandémie, qui a mis en évidence l'urgence de voir émerger de nouveaux modèles commerciaux plus résilients et durables.



Dialogue #2

L'internationalisation et l'accès aux marchés internationaux de la PME en Tunisie : défis et opportunités à l'ère du post-COVID-19

Tunis le 23 Juin 2021



Interventions & bio's



M. Hakim Ben Hammouda

Hakim Ben Hammouda a été ministre de l'Économie et des finances jusqu'en février 2015. Avant d'être nommé ministre en janvier 2014, il a occupé des postes de direction au sein de diverses organisations internationales. Il a été nommé conseiller spécial du président de la Banque africaine de développement de 2011 à 2014, directeur de l'Institut de formation et de coopération technique auprès de l'Organisation mondiale du commerce (2008-2011). Auparavant, il a occupé divers postes de direction auprès de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, en tant que directeur du bureau sous régional en Afrique centrale puis directeur de la division Commerce et intégration régionale et économiste en chef.



Mme Leila Baghdadi

Leila est professeur d'économie à l'ESSECT, Université de Tunis, où elle est titulaire de la chaire de l'Organisation mondiale du commerce. Elle est membre du directoire de la Banque centrale de Tunisie depuis août 2019. Elle a été nommée membre du Conseil tunisien d'analyse économique relevant du chef du gouvernement de novembre 2017 à février 2021. Leila siège à de nombreux conseils et comités. Il s'agit entre autres du Conseil Scientifique Consultatif de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, le membre du Conseil Consultatif du Forum de la Recherche Economique et un membre du Comité Associé de l'EMNES. Elle est rédactrice en chef adjointe du Middle East Development Journal.



M. Paolo Castrataro

M. Paolo Castrataro est docteur en économie et dispose d'une expérience de plus de 25 ans dans le secteur du développement économique. Il a piloté plusieurs programmes de coopération financé par l'UE dans la région du Maghreb, en Tunisie dans le domaine de la mise à niveau industrielle, au Maroc dans le cadre de la stratégie EMERGENCE et en Algérie dans le domaine de la diversification économique.



Les points clés

Accompagner les PME tunisiennes dans leur démarche exportation/internationalisation sur les marchés y compris pour intégrer les chaînes de valeurs globales.

Renforcer et améliorer l'offre publique et commerciale de solutions de financement et de couverture de risques, en adéquation avec les besoins spécifiques des entreprises exportatrices

Favoriser l'accès à des services administratifs digitaux de qualité et développer de nouveaux mécanismes de soutien aux PME pour leur permettre de prospecter de nouveaux marchés

Mieux communiquer sur la Tunisie et améliorer son image à l'international pour attirer les IDE et favoriser l'exportation des produits et services tunisiens

Soutenir l'amélioration et le développement des infrastructures et des services de logistique et de transport afin de permettre aux PME d'être compétitives sur les marchés internationaux cibles

Améliorer la performance de l'administration tunisienne et de mettre en place les réformes nécessaires à même d'améliorer le climat des affaires et soutenir les IDE et l'internationalisation des entreprises tunisiennes



Dialogue #2 avec le secteur privé





Appui à la structuration du dialogue public privé





Enquête

**Les services
non financiers d'appui aux PME**

Dans le but de mieux cibler les besoins du secteur privé en matière de soutien à l'investissement, une enquête de perception sur les services non financiers d'appui aux TPME a été réalisée afin d'évaluer la performance des structures d'appui présentes dans les territoires.

Cette enquête a été réalisée en collaboration avec le programme IRADA (Initiative régionale d'appui au développement économique durable, <https://irada.com.tn/>) dans les 6 régions suivantes : Gabes, Médenine, Jendouba, Kasserine, Sidi Bouzid et Gafsa et a ciblé les TPE de moins de 5 salariés.

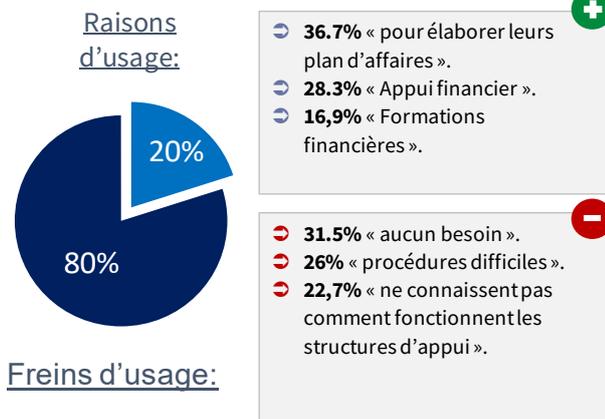
L'enquête a sondé la satisfaction des entrepreneurs vis-à-vis de l'impact des interventions des structures d'accompagnement publiques afin de mesurer l'efficacité des processus d'accompagnements post-création lorsqu'ils existent.



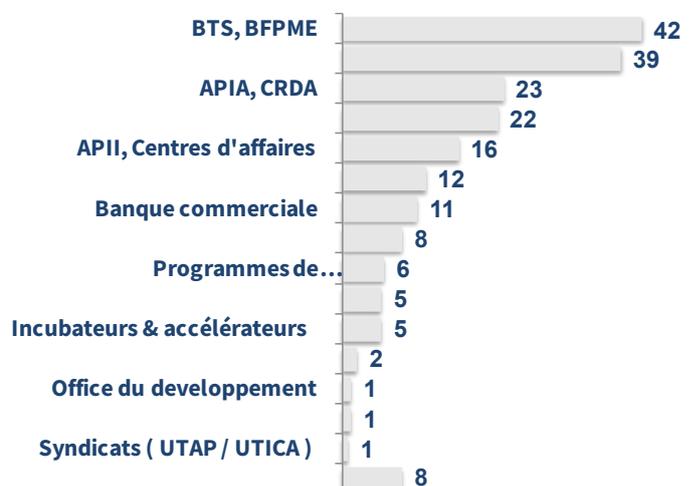
L'enquête a également tenté d'analyser plus en profondeur certaines problématiques liées à l'accompagnement, e.g. niveau de préparation des TPE dans les régions, leurs aptitudes à se faire accompagner, leurs capacités à formuler une demande d'assistance technique ou financière...

Sur un échantillon d'environ 1200 TPE ayant eu recours ou non aux services des structures d'accompagnement publiques dans les 6 gouvernorats ciblés par IRADA, il ressort que seulement 20% ont eu recours aux structures d'appui existantes dans leurs territoires.

Uniquement 20% font appel aux structures d'accompagnement



...et se dirigent vers les organismes de financement ou les structures agricoles



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ▶ S'interroger en premier lieu sur le rôle de l'Etat et sur sa vocation à fournir certaines catégories de services
- ▶ Diversifier l'offre financière pour offrir une panoplie plus large d'instruments adaptés à une population peu qualifiée et perçue comme très risquée
- ▶ Développer une offre d'accompagnement spécifique par région
- ▶ Favoriser une transition des dispositifs d'accompagnement plus centrée sur les besoins nouveaux des promoteurs en se basant sur un système de gestion des données digitalisées et bien coordonnées entre les ministères et institutions publiques concernées
- ▶ Réviser le cadre organisationnel et de gouvernance de l'accompagnement public plus en adéquation avec les besoins effectifs de leurs clients, y compris pour répondre à la demande en phase post-crédation

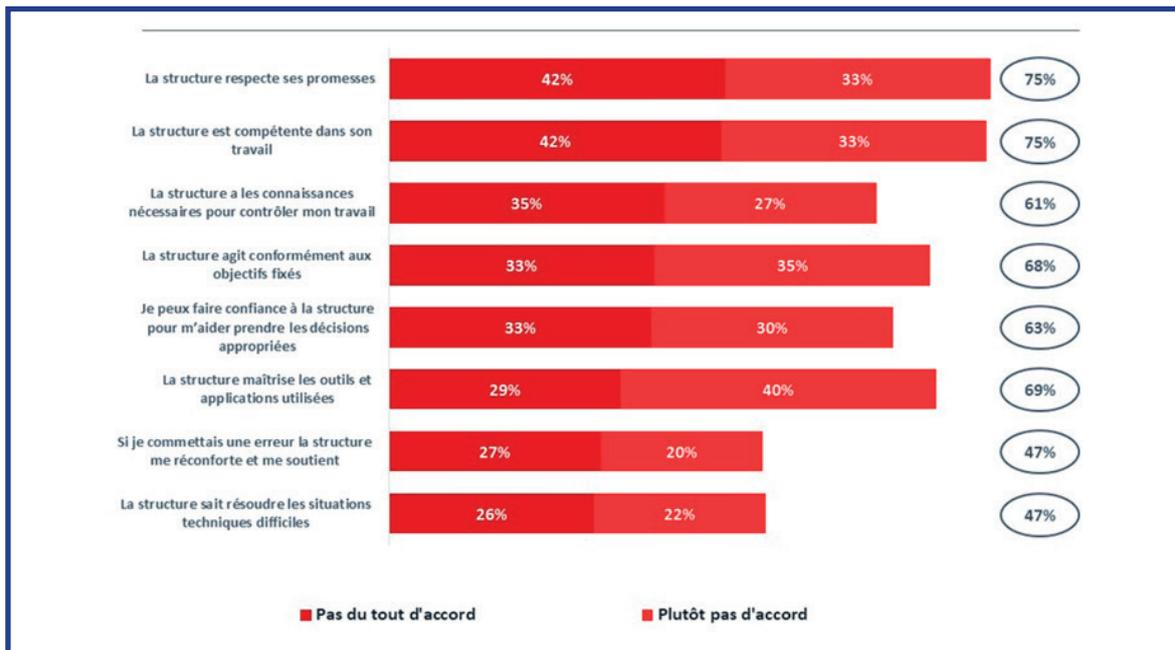


Figure 2 : Mesure de la confiance entre le promoteur et la structure d'accompagnement

Partant des recommandations de cette enquête de terrain, notamment celle relative à la diversification de l'offre financière, ainsi que celles du 1er dialogue relatives au développement d'instruments financiers hybrides nationaux, à l'émergence de fonds d'investissements locaux et à l'amélioration de l'inclusion financière, le 3ème dialogue s'est focalisé sur la formulation de pistes concrètes de solutions aux défis du financement de la TPE/PME tunisienne en mettant en évidence les opportunités que représente l'investissement à impact.



Dialogue #3



L'investissement à impact : pertinence et opportunité pour le financement de la TPME tunisienne



Interventions & bio's



Jaloul AYED

Ancien Ministre des Finances
Président Fondateur du Groupe VEGA

Jaloul AYED a servi en tant que ministre des Finances dans les deuxième et troisième gouvernements post-révolution en Tunisie. Il était auparavant Administrateur Directeur Général et Président du Comité de la Direction Générale du Groupe BMCE au Maroc.



Raphaël Dumont

Responsable d'investissement IPAE

Raphaël Dumont travaille pour I&P depuis 2016. Il rejoint l'équipe IPDEV 2 (lancement et accompagnement de fonds d'impact en Afrique) en 2019, après trois années passées à Douala (Cameroun), où il était responsable d'investissement IPAE (fonds d'impact panafricain) sur la zone Afrique centrale. Depuis 2021, il est également en charge des programmes d'accélération chez I&P sur la partie investissement.



Wiem Abdeljaouad

Experte en levée de fonds et en investissement dans des startup et PME en Afrique

Wiem Abdeljaouad, plus de 12 ans d'expérience internationale en finance de marché et d'entreprise, avec une solide expertise en financement hybride, investissement d'impact et accompagnement de start-up et TPME en Afrique de l'Est et australe. Actuellement consultante en investissement notamment auprès de l'UNCDF.



M. Stefano Capodagli

Expert technique en instruments financiers
du Frankfurt School

Chef d'équipe du projet d'assistance technique pour la délégation tunisienne de l'UE sur le dialogue public-privé - plus de 20 ans d'expérience professionnelle dans le domaine des instruments financiers et des marchés, dont plus de 15 ans consacrés au développement du secteur privé (DSP) dans différents contextes (Europe, Afrique, Asie orientale et centrale) - expérience professionnelle, qui comprend des missions dans la Tunisie, la région MENA (Algérie, Libye, Bahreïn) et dans les pays d'Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Kenya, Ghana, Nigéria, Tanzanie et Togo). - conseiller stratégique principal et conseiller financier pour les services de développement des entreprises dans les pays Afrique - Caraïbi-Pacifique



Les points clés

Soutenir le développement de mécanismes de financement mixte adaptés aux besoins des PME à différents stades de leur développement via des instruments combinant financements adaptés et accompagnement technique

Etudier le lancement d'un fonds générationnel qui pourrait alimenter notamment des fonds d'investissements dans les régions afin de contribuer au développement territorial et sectoriel

Soutenir les PME pour qu'elles soient « Investment Ready » notamment en matière de gouvernance, de transparence et d'ouverture de son capital aux investisseurs, avec une vision claire et moins traditionnelle de l'exit

Mieux canaliser l'investissement privé vers le développement et la recherche d'impacts durables (économie verte, bleue, digitale, sociale...) selon une approche intégrée et innovante autour de chaînes de valorisation durable de la production locale à fort potentiel socio-économique et d'intégration dans les marchés internationaux.



Suite à cet atelier, et suivant la recommandation relative au développement de mécanismes de financement mixte et de financements à impact adaptés aux besoins des PME à différents stades de leur développement, une cartographie de potentiels investisseurs à impact en Tunisie a été réalisée sur la base d'une étude documentaire, d'entretiens avec des experts, de la consultation de l'équipe FS (Frankfurt School) et des données de convergence (Global Network of Blended Finance³).



Dialogue #3 avec le secteur privé





Appui à la structuration du dialogue public privé





Mapping

**Cartographie des potentiels
investisseurs à impact en Tunisie**



Cette cartographie établie une sélection préliminaire de partenaires investisseurs pouvant exprimer un intérêt pour la Tunisie en dépit du contexte actuel de profil de risque pays très élevé.

Les critères de sélection portaient sur i) Pays où est établi l'investisseur Europe+CH (ou nord-africain); ii) Antécédents en Afrique du Nord et/ou en Tunisie; iii) Orientation géographique; iv) Les fonds placés/en opération lorsqu'ils sont disponibles.

La liste n'inclut pas les initiatives encore au stade embryonnaire.

L'exercice a été réalisé suite à un examen documentaire des sources de financement à impact (e.g. Global Impact Investing Network, Impact Database EU, Operating Principles of impact Investment, Convergence, ...) doublé d'entretiens conduits avec des experts de l'investissement à impact (e.g. EDFI, BERD, BEI, BAD, I&P, Blu Orchard).

Liste des investisseurs à Impact

Fund manager/donor/ingo/advisor	Fund/facility name(s) or technical type	Notes
Allianz global investors	Africagrow fund (2017, 200€ millions)	https://www.allianzgi.com/en/home/our-firm/contact-us/mea
Capital invest	Capital north africa venture fund i (2007, us\$50m), capital north africa venture fund ii (2012, us\$99m)	https://www.cbinsights.com/investor/capital-invest
European investment bank (eib)	Eib risk capital facility (2015-2025, 50€ million)	https://www.eib.org/en/projects/pipelines/all/20180226
Edfi	Impact investor	https://www.edfi.eu/members/facts-figures/
Finance in motion	Impact investments	https://www.unepfi.org/regions/africa-middle-east/
Hivos impact investments	Hivos mideast creatives fund	https://vc4a.com/hivos-impact-investments/
Inoks capital	Impact investments	https://www.inokscapital.ch/investees/
Investisseurs & partenaires (african entrepreneurs fund) (1)	I&p african entrepreneurs fund (2012, 53,9€ million)	https://www.ietp.com/fr/node/1963/#gamme-developpement
Kois	Impact funds	https://koisinvest.com/project/dib-syrian-refugees-and-host-communities/
Ladyagri impact investment hub	Impact investments advisory	what we do - ladyagri (lady-agri.org)
Lendahand	Crowdfunding platform	https://www.lendahand.com/en-nl/projects/funded
Mdif	Not for profit investment fund	https://www.mdif.org/portfolio/
Nutawa sagl	Advisory	smart impact evpa
Pymwymic	Donor impact invest fund / healthy ecosystems impact fund i (fund closed) / healthy food systems impact fund ii	https://pymwymic.com/about-us/
Responsability	Impact investments	https://www.responsability.com/
Sdc (swiss agency)	Impact investor	sanad fund
Seedstars	Impact venture capital	un launches open call for climate tech innovators in mena (seed-stars.com)
Stichting doen	Doen participaties bv gray ghost social ventures doen,	home fondazione doen
Triple jump	Dutch good growth fund - dggf (2014, 350 million euro)	https://triplejump.eu/fund/dutch-good-growth-fund/
Uncdf	Impact investments - bamboo-uncdf initiative for least developed countries (build)	https://www.uncdf.org/article/7668/us60-million-in-commitments-for-un-affiliated-impact-investment-vehicle-announced-at-the-finance-for-development-forum



The switchers fund	Impact fund for green start-ups in the mediterranean	about us – the switchers fund
Inpulse	Fefisol ii	https://www.eib.org/en/press/all/2022-254-launch-of-the-new-european-solidarity-financing-fund-for-africa-fefisol-ii-with-a-first-closing-of-eur2-5-million-and-a-technical-support-envelope-of-1-million-euros
Alphamundi group	Socialalpha impact fund, alpha-jiri investment fund	
Bamboo capital partners	Oasis, financial inclusion ii, abc fund, beam, omdf, ogef, care-shetrades fund, build; bloc smart africa, heal	bamboo capital partners our impact (bamboocp.com)
Blue orchard finance	Bomf, bosaf, reffa	products - blueorchard
Grace impact funds	Grace impact fund	https://www.grace-impact.com/#projects
Grameen credit agricole foundation	Direct investments into mfi and impact business (agri)	https://www.gca-foundation.org/en/
Goodwell investment	Goodwell west africa, umunthu, goodwill	https://www.goodwell.nl/wordpress/wp-content/uploads/goodwell-investments-africa-track-record-2.pdf
Triodos investment management	Triodos emerging markets renewable energy fund	https://www.triodos-im.com/funds/triodos-emerging-markets-renewable-energy-fund
Triodos investment management	Triodos pioneer impact fund	https://www.triodos-im.com/funds/triodos-pioneer-impact-fund
Dob equity	Dob equity fund	https://www.dobequity.nl
Incofin investment management	Agrif, rural impulse fund i and ii (closed ended leveraged private equity structures)	https://incofin.com/impact-report/report/incofin-at-a-glance/
Alterfin	Alterfin guarantee fund	https://alterfin-en.webflow.io/faq . https://en.alterfin.be/updates/launch-of-fefisol-ii
CeniARTH llc	Family private office making direct investments	https://ceniarthllc.com/about-us/
Mce social capital	Mce social fund	https://www.mcesocap.org/mce-social-capital-stichting
Sidi (international solidarity for development and investment)	Fefisol i and fefisol ii funds, dedicated to financing african rural microfinance institutions and african agricultural entities sourcing from small-holder farmers	https://www.sidi.fr/2022/05/31/official-launch-of-the-new-european-solidarity-financing-fund-for-africa-fefisol-ii/?lang=en
Kampani	Nr	https://www.kampani.org
Idh farmfit intelligence	Idh farmfit fund, the world's biggest ever public-private impact fund for smallholder farmers	https://www.idhsustainabletrade.com/impact/
Cfc (common fund for commodities)	Common fund for commodities	https://www.common-fund.org/about-us/member-states
Oikocredit	Oikocredit	https://www.oikocredit.coop/en/what-we-do/partners/partner-detail/11164/enda-tamweel-sa
Rabo foundation rabobank	Rabo foundation	https://www.rabobank.nl/en/about-us/rabofoundation
Cordaid investment management	Cordaid	https://cordaidinvestment.com/about-us
Hooge raedt social venture (a sister compapny to femi/zerokap)	Hooge raedt social venture (hrsv)	https://www.hrsv.info
Ada microfinance	Ada microfinance	https://www.ada-microfinance.org/en



Investisseurs en capital

Fund Manager	Fund name(s)
Alcazar Energy	ALCAZAR ENERGY PARTNERS I (2014, USD 240 million)
Al Mal Capital	Al Mal MENA Equity Fund (2008, US\$37m)
Capital Trust Group	EuroMena II Fund (2009, US\$91m), EuroMena III Fund (2014, US\$150m)
Fidelium Finance	Fidelium Performance (2012, US\$33 million) Fidelium Essor II (2012, US\$13 million)
InfraMed Management	InfraMed Infrastructure Fund (2010, US\$469m)
Mediterranea Capital Partners (MCP)	Mediterranea Capital Fund I (2008, unknown) and Mediterranean Capital II Fund (2013, US\$156m)
SPE Capital (SPE) formerly known as Swicorp Private Equity	Intaj Capital Fund I (2007, US\$250m), Intaj Capital Fund II (2012, US\$89m)
WorldStartup	Global entrepreneurship platform
216 Capital	216 Capital Fund I
Silicon Badia	BIF I and BIF II

Reprenant la thématique de l'internationalisation des PME, en ligne avec les évolutions des marchés ces dernières années, surtout en lien avec les enjeux et défis environnementaux à l'échelle globale, il apparaît que le développement des PME doit s'inscrire de plus en plus dans une démarche structurée et globale à même de contribuer à un développement durable dans les limites planétaires, tout en maintenant une compétitivité suffisante dans un environnement concurrentiel.

L'émergence de nouvelles règles/normes au niveau global (e.g. Directive européenne sur le devoir de diligence des entreprises en matière de développement durable qui vise à favoriser un comportement durable et responsable des entreprises dans la conduite de leurs activités et de leur gouvernance ou plus récemment l'introduction d'un Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières) modifient en profondeur les règles du jeu avec des impacts importants à venir en matière de flux financiers ou commerciaux.

Dans ce contexte, la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est une thématique clé. Le 4ème dialogue a ainsi porté sur les enjeux de l'adoption d'une politique RSE par les PME, des instruments adaptés à leurs besoins pour un meilleur impact (social, environnemental, gouvernance), et l'importance de renforcer le lien entre les initiatives locales et internationales dans le but de mieux positionner les PME tunisiennes au niveau mondial.



Dialogue #4

**La RSE - Responsabilité Sociétale
des Entreprises - au service de la
compétitivité de la TPME tunisienne**

Tunis le 29 JUIN 2022



Interventions & bio's



NEJIA GHARBI

Chargée de la Direction Générale de la CDC Tunisie depuis Septembre 2021 & DGA de la CDC depuis Avril 2018
Présidente du Conseil d'Administration de la BNA pour le mandat 2021-2023
Titulaire d'une Maitrise en Gestion de la FSEG de Tunis en 1987 et d'un diplôme du Cycle supérieur de l'ENA, en 1991.



Ghazi El Biche

CEO van Laack Tunisie

Ghazi El Biche, né à Tunis le 15/06/1969
J'ai obtenu mon diplôme d'ingénieur en industrie de l'habillement, de l'université Niederrhein d'Allemagne, en 1993.
J'ai débuté à van Laack GmbH en 1991. J'occupe actuellement le poste de CEO de l'entreprise van Laack Tunisie



Bilel SAHNOUN

CEO at TUNIS STOCK EXCHANGE
Directeur Général de la Bourse de Tunis.

Bilel SAHNOUN est actuellement Directeur Général de la Bourse de Tunis. Il a obtenu le diplôme d'Ingénieur de l'Ecole Centrale de Lyon et un MBA de la MSB. Il a plus de 15 ans d'expérience professionnelle dans les domaines bancaires et des marchés de capitaux au sein de l'UBCI et de la Bourse de Tunis.



Mokhtar ZANNAD

CEO ARAMISGROUP

Ingénieur centralien et fondateur-dirigeant d'un groupe de sociétés dans les services et l'industrie dont NIELSEN, entreprise innovante dans le secteur des solutions pour la valorisation des déchets. NIELSEN est présente sur 5 pays et a réalisé des installations sur 25 pays européens et africains. NIELSEN a enregistré 3 brevets et a été lauréat de 4 prix de l'innovation. NIELSEN été labellisé EDILE (label RSE).



Les points clés

Disséminer l'information concernant le calendrier de mise en place des obligations de reporting ESG qui pèseront prochainement sur les institutions financières

Insister sur les contraintes que cela fera peser sur les processus de sélection de projets d'investissement et donc de mise à disposition de financements

Favoriser le partage d'information et d'expérience en matière d'amélioration de gestion des RH

Mettre notamment l'accent sur les retours bénéfiques qu'une politique RSE favorable à l'inclusion et au genre peuvent apporter à la PME

Déterminer les besoins d'accompagnements à la transition des PME et des banques, notamment en matière de calcul d'empreinte carbone de leurs activités ou d'élaboration de stratégie/trajectoires de réduction des émissions de CO2

Identifier les mesures incitatives qui pourraient être mise en place afin de favoriser l'accès au financement des PME socialement et écologiquement responsables

Harmoniser les initiatives RSE locales vers un référentiel unique au niveau national afin de limiter les risques de fragmentation des nombreux référentiels déjà existants (CONNECT, RNG, INNORPI)

Envisager, dans le contexte tunisien et en coordination avec le gouvernement, l'élaboration et la mise en place d'une réglementation RSE afin d'accélérer la transition d'une approche volontaire vers une obligation de transparence systématique



Il ressort de ce 4ème dialogue que des progrès importants sont encore nécessaires pour améliorer le profil RSE des PME tunisiennes afin qu'elles soient mieux préparées aux transitions en cours. On peut ainsi questionner la capacité réelle des groupes locomotives de l'économie tunisienne à mesurer l'intensité carbone de leur activité ou à suivre les 32 KPI du référentiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Il faut néanmoins souligner que 2 650 entreprises totalement ou partiellement exportatrices, suivent déjà attentivement l'ensemble grandissant des codes et directives des fournisseurs et la montée en puissance des obligations en matière de responsabilité sociétale et environnementale confronte les grandes entreprises au besoin de mise en conformité avec les principes de l'investissement et du commerce durable (cf. Pacte mondial de l'ONU). C'est dans ce cadre que la DUE a souhaité analyser davantage l'engagement des PME tunisiennes en matière de stratégie RSE ainsi que leur compréhension des enjeux.



Dialogue #4 avec le secteur privé





Appui à la structuration du dialogue public privé





Enquête

La pratique RSE dans les PME tunisiennes

L'enquête portait sur la compréhension du concept et des outils RSE ainsi que sur leur mise en pratique par les PME tunisiennes et avait pour objectif d'analyser le niveau d'engagement des PME tunisiennes selon 3 axes thématique : responsabilités sociale, économique et environnementale avec un accent particulier placé sur la transition énergétique.

- ▶ L'enquête ciblait 400 entreprises, cependant sur 16 665 appels effectués, 5 446 cas de refus ont été enregistrés (32,7%) et la quasi-totalité des répondants ont exprimé un désintérêt vis-à-vis de la thématique de la RSE
- ▶ 18% des personnes interrogées avaient une connaissance du concept de la RSE et 28% en avaient déjà entendu parler mais sans vraiment comprendre la thématique.

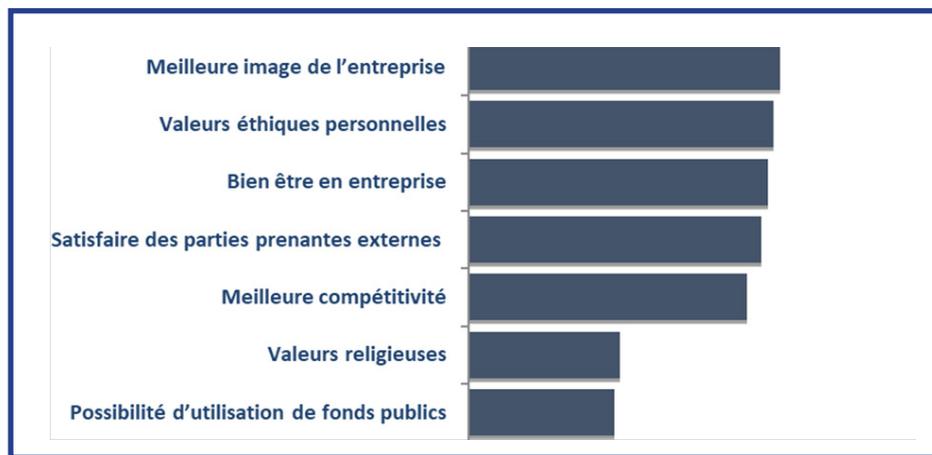


Figure 3 : Les facteurs constituant

- ▶ 54,2% des répondants n'ont jamais entendu parler de la responsabilité sociétale des entreprises.
 - ▶ 31% d'entreprises font état d'efforts déployés pour le soutien à la réinsertion professionnelle et l'embauche de personnes éloignées du marché du travail, mettant ainsi en évidence un certain niveau de sensibilisation et d'efforts de la part des entreprises pour promouvoir un environnement de travail sain, inclusif et respectueux.
- Seulement 10,4% des entreprises se sont engagées dans une méthodologie de mesure de carbone et 30% sont au courant des nouvelles réglementations européennes en matière de développement durable

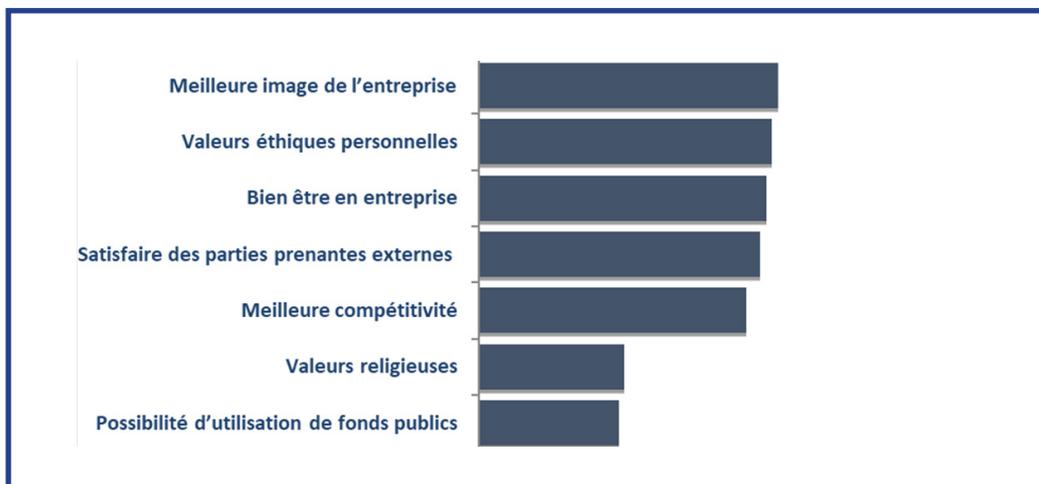


Figure 4 : Engagement des entreprises pour les pratiques environnementales

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

▶ Renforcer la sensibilisation sur l'importance des principes de la RSE.

▶ Encourager davantage les entreprises à évaluer leurs émissions de gaz à effet de serre

▶ Promouvoir les pratiques de transition énergétique à travers les incitations financières, les programmes de subvention et les partenariats avec des fournisseurs d'énergies renouvelables



La RSE, le développement durable et la finance carbone sont des thématiques connexes dans la mesure où ces outils cherchent à promouvoir des pratiques économiques et financières responsables et durables.

La RSE peut ainsi être considérée comme un cadre général dans lequel les entreprises intègrent des principes de développement durable dans leurs activités, la finance carbone constituant un outil financier adapté pour soutenir leurs stratégies de réduction d'émissions ou d'empreinte carbone ou leurs projets d'adaptation des modèles d'affaires.

C'est dans ce cadre que la note technique suivante a été réalisée avec pour objectif de poser les bases d'une discussion autour du développement d'instruments de financement basés sur un marché carbone et de formuler quelques conseils préliminaires pour la mise en œuvre d'un tel marché en Tunisie.



Note Technique

**Finance carbone et développement d'un marché
des obligations vertes en Tunisie**



L'objectif de cette note technique visait à poser les bases d'un dialogue entre décideurs politiques et institutions de financement sur la thématique de la finance carbone.

La note prend comme base les processus suivis au sein de certains Etats membres de l'Union européenne ayant adopté les obligations vertes (en ligne avec les dispositions du protocole de Kyoto) comme nouvel instrument pour financer la transition vers une économie décarbonée et examine la position actuelle de la Tunisie en vue de l'éventuelle création d'un marché carbone.

Par le biais d'entretiens avec des experts internationaux en finance verte de la SFI, de la BERD, de la BEI, de la GIZ ainsi que des meilleures pratiques disponibles dans la littérature, la note fournit quelques conseils préliminaires pour les autorités publiques/régulateurs afin de préparer le lancement d'un marché souverain d'obligations vertes en Tunisie.

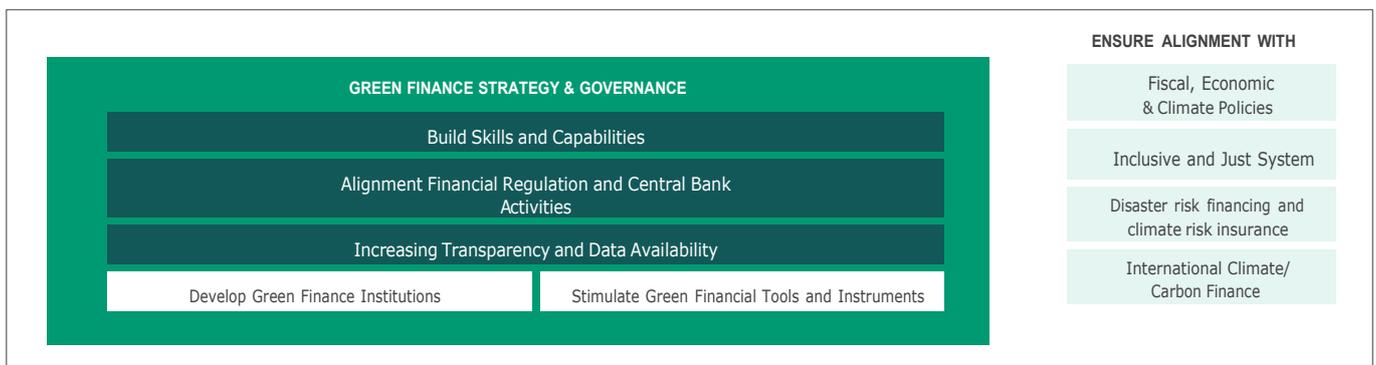


Figure 1: The coordinated policy package for preparation of green finance

Source: World Bank 2021

La note fournit également un i) aperçu de l'expérience marocaine en matière d'intégration de la finance climatique dans sa stratégie nationale ayant conduit à l'émergence d'un marché d'obligations carbone dans le pays

Roadmap with Common Milestones





et ii) une méthodologie d'approche des obligations vertes selon l'approche de la BERD.

**Critical Path for Policy Makers to launch a Green Bond /carbon finance (domestic /international).
EBRD suggested key initial steps (based on interviews and provided materials)**

Critical Path Milestones	Key Activities	Key Tunisian Public Stakeholders
Table Capacity Building Programme for Tunisian Authorities	<ul style="list-style-type: none"> Understanding of Capital market Understanding of policy instruments to accelerate the development of Green Finance/ Green Bond market Showcasing success stories of Green Bond issuances In Developing Countries 	Min. Finance and Public Debt Management Dept Min. of Environment
Participation in Green Bond - Related International Networks	<ul style="list-style-type: none"> Engaging with green finance working groups of international regulatory/standard setting bodies Joining the Central Banks and Supervisors Network for Greening the Financial System (NGFS) Joining the Finance Ministers Coalition for Climate Action Joining the Sustainable Stock Exchanges initiative 	Ministry of Finance Central Bank Tunis Stock Exchange ("BVMT") Capital Market regulator (« Conseil du Marche Financier ») Other Regulatory Authorities
Connect with International Green Bond Associations & Organisation of Green Bond Principles	<ul style="list-style-type: none"> Membership in Climate Finance Institution The Green Bond Principles (International Capital Markets Association - ICMA) The International Climate Bonds Standards (Climate Bonds Initiative). 	Ministry of Finance Central Bank Tunis Stock Exchange ("BVMT") Capital Market Regulator (« Conseil du Marche Financier ») Other Regulatory Authorities
Assessment of Readiness to issue Green Bonds	<ul style="list-style-type: none"> Limitations of Regulatory framework Agree on a sustainable agenda: <ul style="list-style-type: none"> Amendment required to existing legislation and/or regulations (if needed) Policies to support green bond issuance Green Bond Framework requirements 	Min. Finance and Public Debt Management Dept Tunis Stock Exchange ("BVMT") Min. of Environment

Par ailleurs, il est important de souligner que les récentes évolution de la réglementation UE (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières ou Directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises) font bouger les lignes en Europe et au-delà.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ▶ Urgence à lancer et encourager la mise en place de marchés financiers locaux en vue de financer une transition écologique, sociale et durable
- ▶ Un cadre législatif et réglementaire favorable sont des facteurs essentiels de motivation pour une réelle transition environnementale, e.g. établissement d'une taxe carbone, levée des contraintes réglementaires en matière de recyclage et d'upcycling.
- ▶ Besoin important d'accélération des réformes pour soutenir le développement des marchés financiers (cadre législatif et réglementaire, instruments et liquidité), favorable à l'introduction d'un marché d'obligations vertes et d'instruments adaptés de financement de la transition climatique.
- ▶ La structuration potentielle de mécanismes de financement mixte s'appuyant notamment sur les garanties budgétaires UE, qui fournissent une protection contre les risques de perte de capital pour les investisseurs, constitue une source potentielle de financement complémentaire nécessaires pour que la Tunisie puisse combler son déficit d'investissement en vue d'atteindre ses objectifs tels que fixés dans sa CDN



Cette analyse a largement motivé l'organisation du 5^{ème} dialogue autour du reporting ESG et de l'impact environnementale des entreprises. La DUE a en effet souhaité susciter une réflexion autour de la raison d'être des entreprises (surtout les plus grandes), leur capacité d'impact en termes de transition ainsi que le devoir d'exemplarité qui devrait guider leurs décisions stratégiques.



Dialogue #5

**L'avenir c'est maintenant !
ESG/Bilan carbone en tant que facteurs
de compétitivité et de résilience face aux
enjeux de transition**

Tunis le 14 décembre 2022



Interventions & bio's



Boubaker Mehri

Diplômé en finance de l'IHEC Carthage, et ayant obtenu son Doctorat en sciences de gestion de l'université Paris 1 - Sorbonne, M. Mehri a commencé sa carrière à la Banque Tuniso-Qatarie d'investissement en 1983, en tant que Manager Senior. Enseignant universitaire à l'Institut Supérieur de Gestion de Tunis (ISG) pendant plus de 25 ans



Fabrice Bonnifet

Directeur Développement Durable & Qualité, Sécurité, Environnement Groupe Bouygues

Fabrice Bonnifet est le Directeur Développement Durable & QSE du Groupe Bouygues. Il participe en appui des managers à l'évolution des modèles économiques des unités opérationnelles, il pilote des projets transverses associés notamment à la stratégie et anime la filière QSE/DD du Groupe.

Fabrice est ingénieur du Conservatoire des Arts et Métiers, il enseigne à l'Université de Paris Dauphine, à l'ENSAM et l'ESTP.



Johnny De Meirsman

Fondateur et CEO de Demco

De nationalité Belge et investisseurs depuis 1991 en Tunisie. Avec son épouse Sihem Bouguila Tuniso-Belge, Mr De Meirsman a fondé à partir des moyens modestes en 30 ans un groupe de 25 sociétés, actif dans 3 pays la Tunisie, la Belgique et la France. Le groupe emploie aujourd'hui en direct 4500 employées principalement en Tunisie.



Myriam Sanhaji

Directrice des opérations RSE - Vermeg



Fabrice Bonnifet

Directeur Développement Durable & Qualité,
Sécurité, Environnement Groupe Bouygues

M. Bonnifet, Président du Collège des Directeurs du Développement Durable et Directeur Développement Durable Bouygues, se basant sur les principales conclusions du Groupement International des Experts du Climat (GIEC), a alerté les participants sur l'urgence de prendre des mesures radicales face à certains indicateurs :

- Il ne reste que 400 Gt à émettre d'ici 2050, mais au rythme actuel (32 GT/y), ce budget sera consommé d'ici 10 ans,
- Le risque migratoire continuera de croître avec potentiellement 240 millions de réfugiés climatiques d'ici 2050,
- Le pic d'extractions des métaux est en passe d'être atteint. Par exemple, il n'y a pas assez de cuivre sur la planète pour que tous les véhicules thermiques (20 kg de cuivre par véhicule) soient remplacés par des véhicules électriques (60 kg de cuivre par véhicule).

Il a aussi insisté sur la distinction à opérer entre mesures ponctuelles d'efficacité énergétique et sobriété considérée comme levier nécessaire consistant, à partir d'une consommation d'énergie donnée, d'accepter de consommer moins d'année en année en absolu jusqu'à atteindre la neutralité carbone.

Il a par ailleurs souligné qu'en raison du lien étroit (i.e. couplage) entre consommation énergétique et croissance économique, et face à l'impossibilité scientifiquement démontrée d'un « découplage », il estime impossible de prôner à la fois la croissance économique et décarbonation. Il convient donc de changer de paradigme et des arbitrages doivent être faits entre ce qui doit continuer et ce qui devrait disparaître ou être profondément transformé, e.g. production de viande, textile, tourisme ...

De nombreuses solutions existent déjà car nous sommes aujourd'hui capables de construire autrement, manger autrement, nous vêtir autrement, nous déplacer autrement... L'une des pistes consiste par exemple à aller vers une économie d'usage et de fonctionnalité plutôt que basée sur la propriété. Mais il faut pour cela une volonté politique forte pour promouvoir ce type d'approche disruptive dans un contexte où les jeunes générations poussent fortement dans cette direction et que de plus en plus d'ONG intentent des procès pour inaction climatique.

Au niveau de l'entreprise, des actions fondamentales peuvent être prises, e.g. Bouygues s'est engagé à diviser par 6 son empreinte carbone d'ici 2050, ce qui nécessite d'arrêter certaines activités ou de former les collaborateurs à d'autres technologies.



Pour les autorités publiques nationales : l'Etat est appelé à mettre en place des mesures incitatives au profit des entreprises et des consommateurs pour les encourager à aller vers la transition.

Les points clés

Pour les entreprises : Les entreprises engagées dans un processus de transition doivent poursuivre leurs efforts en interne, tout en s'engageant dans un partage d'information et de bonnes pratiques avec d'autres entreprises, prestataires de conseil et services, autorités publiques etc. L'enjeu va bien au-delà de chaque entreprise individuelle - même si chacune d'entre elle est un maillon essentiel et les entreprises engagées ont un effet moteur auprès d'entreprises moins avancées.

Pour l'UE et autres partenaires de la Tunisie : Il est recommandé i) d'accompagner les entreprises et de les aider à se mettre à niveau pour les préparer à ces changements avec des outils adaptés et ii) d'accompagner la sensibilisation de la population aux enjeux climatiques et environnementaux.

Toujours dans le cadre d'un renforcement de la compétitivité de la PME et d'un meilleur accès aux marchés, la digitalisation a été identifiée comme approche pertinente offrant de multiples avantages aux PME tunisiennes, e.g. gains d'efficacité, communication améliorée, meilleure capacité d'analyse et d'innovation... Les PME qui digitalisent leurs activités ont plus de chances de rester compétitives et de prospérer dans un environnement commercial en évolution rapide. C'est dans ce cadre que le sujet de la digitalisation a été identifié comme thème du 6ème atelier de dialogue.



Dialogue #5 avec le secteur privé







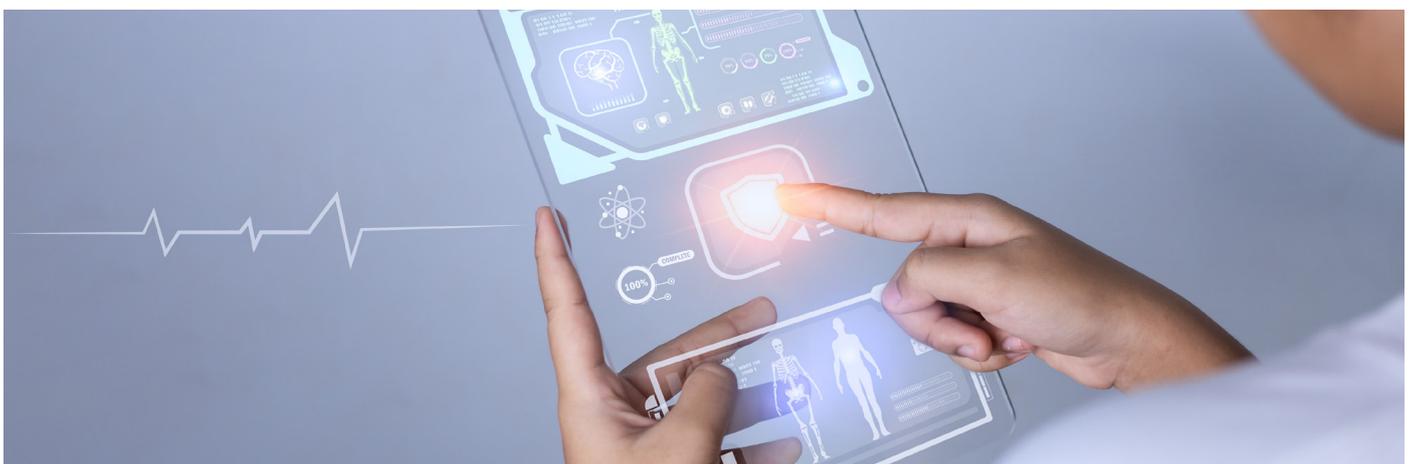
Dialogue #6

La digitalisation au service de la compétitivité de la PME tunisienne

Tunis le 15 mars 2023

1.	Soutenir la transformation digitale en tant qu'approche globale qui touche tous les processus et les départements des entreprises
2.	Promouvoir la « culture digitale » au sein de l'entreprise
3.	Prendre en compte le genre compte tenu des difficultés rencontrées par les femmes pour percer dans certains secteurs (scientifiques, IT, etc.) où être nommées à des postes de décision ou dans les conseils d'administration
4.	S'assurer de l'engagement de la direction générale de la PME et d'une bonne gestion de la résistance aux changements
5.	Réaliser une bonne analyse des besoins et la mise en place d'une bonne collaboration interservices
6.	Assurer l'interopérabilité, la connexion et le partage des données pour un meilleur impact pour tout l'écosystème notamment en terme d'amélioration de la planification stratégique et de la prise de décisions (e.g. secteur santé)
7.	Accroître l'ouverture de la Tunisie sur l'Europe notamment par le biais d'investissements en joint-venture favorables aux transferts de compétences et de savoir-faire
8.	Favoriser la mobilité et la facilité de déplacement entre pays et notamment avec l'Europe (e.g. E-Visa, visa médical, etc.)
9.	Permettre la création des centres d'innovation au services des PME
10.	Améliorer l'accès à des sources de financements adéquats pour bien mener la transformation digitale (acquisition des logiciels, conseils, etc.)

La conclusion principale tirée de ce 6ème dialogue est le caractère transversale et systémique d'une approche de transformation digitale (accès à la technologie, montée en compétence, intégration des données, financement etc...). Dans ce cadre, la DUE a souhaité illustrer la pertinence de l'approche digital par une étude de cas portant sur la filière Agritech complétée par une discussion en « focus group ».





Dialogue #6 avec le secteur privé







Etude de cas

**AGRITECH,
et facteurs de croissance des TPE agricoles**

En Tunisie, l'agriculture est un secteur très important pour la croissance et la stabilité des populations rurales et un moyen de lutte contre le phénomène de migration, aussi bien intérieur qu'extérieur. En 2021, ce secteur a contribué à hauteur de 10,1% au PIB et reste parmi les principaux moteurs de l'économie tunisienne, notamment en matière d'exportation.

Cependant 2 grands défis sont à relever, l'un consistant à passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture moderne, innovante tout en restant productive, et l'autre à faire face au défi majeur du changement climatique et de la raréfaction des ressources nécessaires à sa survie.

L'étude a fait le choix de se focaliser sur une catégorie de promoteurs

agricoles ayant une connaissance fine du secteur et des savoir-faire, doublée d'une conscience aiguë des défis à venir et disposant de la capacité et du potentiel de développer et d'accroître leurs exploitations en misant sur l'innovation et les nouvelles technologies. Les régions de Kasserine et de Sidi Bouzid, ont été ciblées, car elles sont essentiellement des régions agricoles et souffrent particulièrement de soucis de développement.

Avec un guide d'entretiens, une enquête de terrain a été menée et a touché un échantillon représentatif de 25 exploitations agricoles individuelles comprises entre 10 et 15 ha, ayant au moins 3 ans d'existence, réparties sur toutes les circonscriptions de Kasserine et de Sidi Bouzid et ayant bénéficié d'un crédit foncier.



Figure 6: Les circonscriptions visitées du Gouvernorat de Kasserine



Figure 7: Les circonscriptions visitées du Gouvernorat de Sidi Bouzid



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ▶ Définir les prochaines orientations de l'agriculture tunisienne en prenant en compte le capital humain, le développement économique local et la durabilité des ressources dans un contexte de changement climatique, et en focalisant l'attention sur les régions qui souffrent d'un retard de développement, i.e. élaboration d'une stratégie nationale d'appui et de modernisation de l'agriculture incluant des formes de soutien direct aux agriculteurs
- ▶ Favoriser la mise en place de partenariats de valeur entre les exploitants agricoles et start-up agri-tech car les technologies digitales sont de nature à permettre une modernisation des pratiques culturales en orientant la production vers une agriculture de précision prenant en compte les défis posés par le changement climatique, tout en favorisant la création d'emplois décents et ajoutant localement de la valeur à la production.
- ▶ Développer un cadre de financement et d'appui propice au développement des chaînes de valeur agricoles à fort impact socio-économique en Tunisie dans une approche innovante et inclusive, e.g nouveau pacte agricole à l'image du start-up Act comme cadre juridique spécifique au secteur agricole, pour appuyer une catégorie d'exploitants qui développent une agriculture durable et innovante incluant des instruments adaptés au soutien spécifique des initiatives entrepreneuriales des jeunes dans l'agriculture



Dialogue #7

Appui à la structuration du dialogue public privé

Tunis le 18 Juillet 2023



PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- ▶ Revoir et arrêter une définition adéquate de la PME en Tunisie
- ▶ Raviver et renforcer les mécanismes d'appui (Financement et accompagnement) au profit du secteur privé en Tunisie, et les adapter aux spécificités de chaque secteur selon les besoins
- ▶ Sortir du statu quo actuel de la Tunisie et créer des hubs d'innovation pour mettre en place de nouveaux business modèles basés sur les innovations et les connexions entre les entreprises classiques et les startups
- ▶ Soutenir l'émergence de mécanismes de financement en equity (participation au capital), notant que les taux d'intérêts des financements bancaires ne peuvent être supportés par la PME
- ▶ Renforcer les services d'accompagnement des PME, qui deviennent indispensables surtout dans les régions, tout en focalisant sur les chaînes de valeur
- ▶ Renforcer la coordination entre les structures publiques d'accompagnement et la coopération entre ces dernières et les structures privées homologues (incubateurs/ accélérateurs)
- ▶ Œuvrer à impliquer la diaspora dans le développement des PME, elle représente un vrai levier de croissance
- ▶ Intégrer la composante entrepreneuriat dans l'éducation et chez les plus jeunes et inculquer la culture de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans toutes les régions.
- ▶ Renforcer le soutien aux PME et aux entrepreneurs, avec une approche systémique basée sur l'éducation et la connectivité.
- ▶ Adopter une approche holistique intégrée Macro/Méso/Micro de renforcement des capacités et ce aux niveaux de l'élaboration des politiques/de la réglementation, des organisations professionnelle et des PME
- ▶ Œuvrer à ce que la RSE soit prise en compte dans la politique de développement du pays et développer un référentiel unique national qui permet de mesurer l'impact d'un projet d'investissement public et/ou privé.
- ▶ Sensibiliser le secteur privé à la RSE et notamment à la mesure des impacts de ses investissements
- ▶ Démontrer aux PME que la RSE peut être une opportunité et pas une contrainte, en mettant en avant des expériences concrètes et des rôles modèles
- ▶ Œuvrer à activer la concrétisation des objectifs 2050 en Tunisie, pour lutter contre le danger des changements climatiques et où l'énergie représente plus de 70% des moyens pour atteindre les objectifs de décarbonisation.
- ▶ Profiter du capital sympathie et de l'image positive de la Tunisie en Afrique, pour que l'Europe et la Tunisie s'allient et vont à l'encontre de l'Afrique subsaharienne ensemble, cette dernière représente un énorme marché potentiel avec une population en forte croissance

Pour conclure cette synthèse, un outil de suivi de la performance du climat d'investissement a été développé afin de proposer une mesure synthétique unique de l'évolution de la qualité de l'environnement de l'investissement en Tunisie et ainsi permettre de mieux identifier les leviers potentiels à actionner pour son amélioration.



**Dialogue #7 avec le
secteur privé**







Appui à la structuration du dialogue public privé

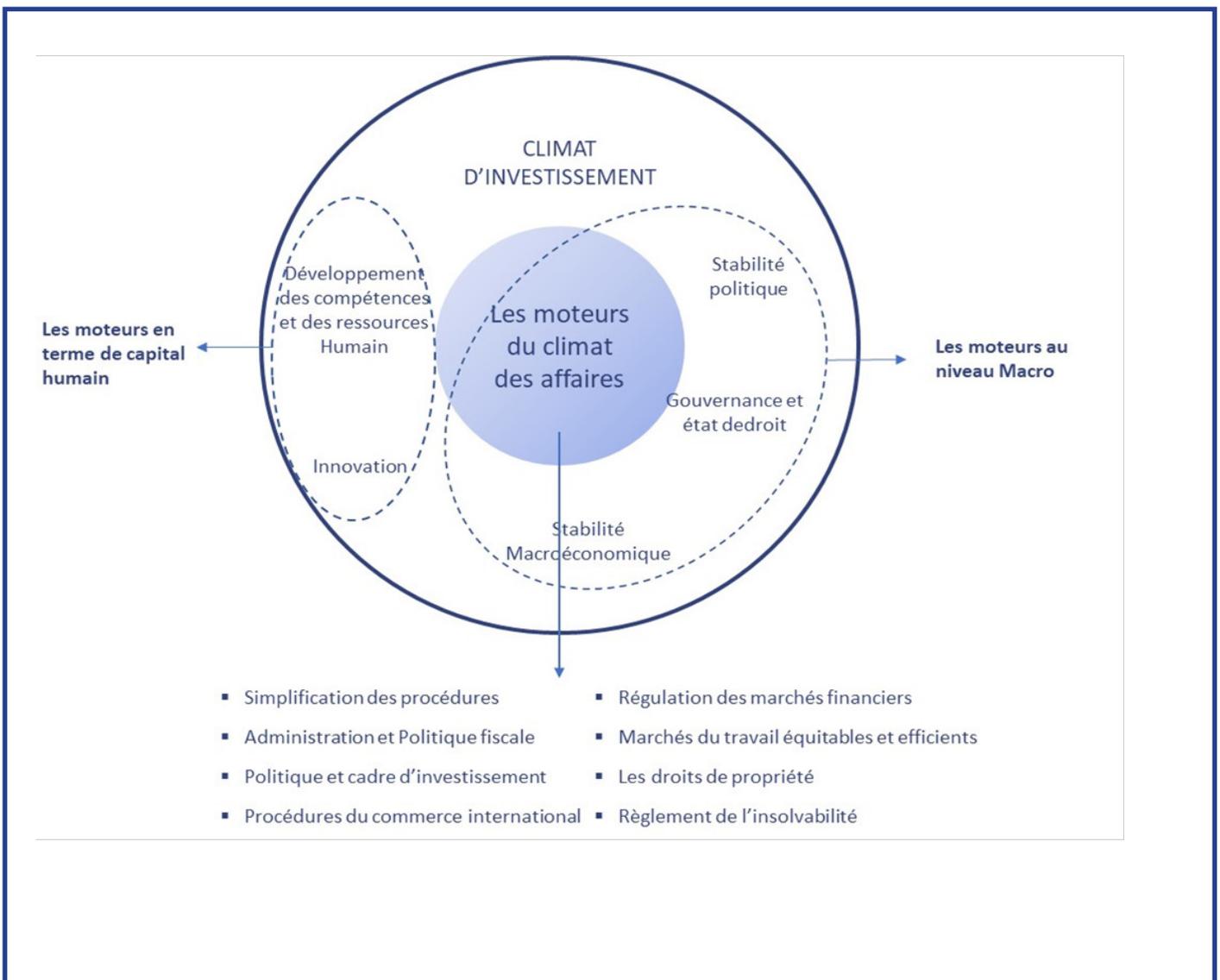




Outil de suivi

Matrice de suivi de la performance du climat d'investissement

Le climat d'investissement peut être défini comme le cadre global de l'investissement dans une économie qui couvre 5 dimensions principales : (1) cadre macroéconomique, (2) gouvernance, (3) capital humain, (4) climat des affaires et (5) barrières transversales. Cette définition regroupe l'ensemble des facteurs propres et spécifiques qu'un pays offre à l'entreprise pour l'encourager et lui donner la possibilité et la raison de réaliser des investissements productifs, créer des emplois et se développer.



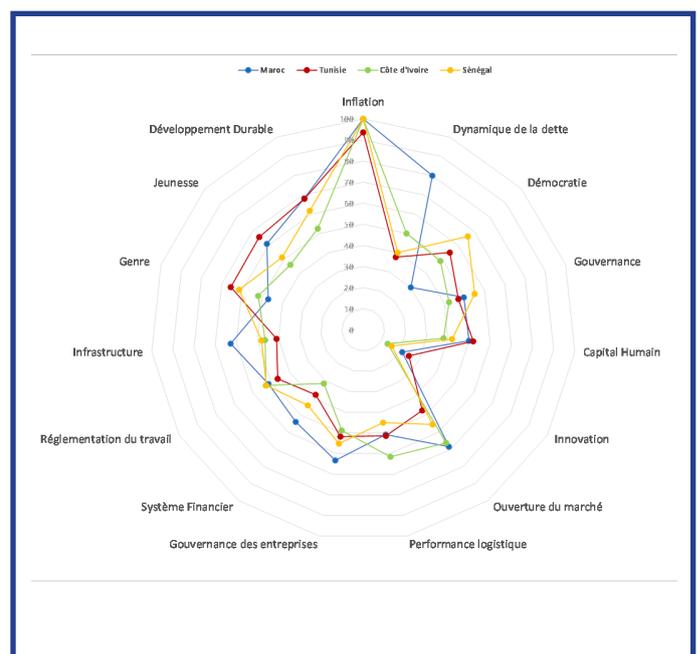
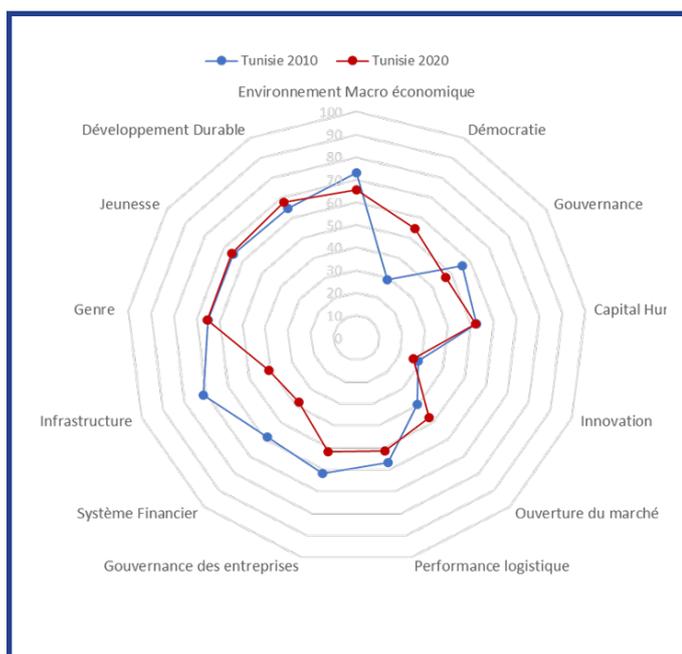


Cette matrice composite agrège des informations contenues dans plusieurs indicateurs internationaux préexistants et mis à jour de façon régulière: Indice de Compétitivités Globale, BTI, Worldwide Governance Indicators, ICH Banque Mondiale, l'Indice mondial de l'innovation (GII), Logistic Performance Index, Index of Economic Freedom, Rule of Law justice Index, Ibrahim Index African Governance (IIAG), Youth Progress Index.

- 5 piliers
- 15 indicateurs

Piliers	Indicateurs Agrégatifs
Stabilité macro économique	Inflation
	Dynamique de la dette
Gouvernance du pays	Démocratie
	Gouvernance
Développement du Capital Humain	Capital Humain
	Innovation
Climat des affaires	Ouverture des marchés
	Performance logistique
	Gouvernance des entreprises
	Système Financier
	Réglementation du travail
	Infrastructure
Barrières transversales	Egalité des genres
	Jeunesse
	Développement Durable

Cet outil permet notamment de mesurer l'évolution du climat d'investissement en Tunisie dans le temps ou bien son positionnement par rapport à d'autres pays.





Remerciements

Au nom de toute l'équipe du projet d'Appui au dialogue public privé dans le cadre du déploiement du Fonds Européen pour le Développement Durable +, nous souhaitons remercier toutes les personnes qui ont collaboré avec nous et qui nous ont soutenus dans la mise en œuvre de ce projet.

Nous sommes reconnaissants aux intervenants et aux participants des ateliers de dialogues qui se sont tenus au cours des deux dernières années et qui nous ont permis d'avoir des échanges riches, constructifs et percutants. Tout particulièrement, nous tenons à remercier pour leur participation régulière aux différents dialogues, les représentants des organisations du secteur privé, notamment l'UTICA et la CONECT, les chambres de commerces ; les représentants de la CDC, Smart Capital ainsi que les fonds d'investissements et les organismes de financements et d'appui, enfin les entreprises privées qui ont contribué aux différents dialogues en partageant leurs doléances, défis et recommandations.

Nous remercions également les acteurs de l'écosystème de l'investissement tunisien et de l'accompagnement des PME, et tout spécialement les équipes des programmes Innov'i, Tounes Wijhetouna et IRADA, pour leur contribution aux travaux d'enquêtes, de diagnostics et d'études qui ont été menés et qui ont contribué à l'identification de thématiques prioritaires dans le cadre du dialogue politique autour des réformes du climat d'investissement.

Enfin, nous tenons à remercier les représentants des États-Membres de l'Union européenne, leurs agences et institutions financières ainsi que les représentants de la BEI et de la BERD pour leur collaboration dans l'élaboration de l'« Initiative Equipe Europe - IEE » sur l'investissement en Tunisie.

Nous vous sommes tous reconnaissants pour votre temps, vos efforts et vos contributions.

Ce projet a été mis en œuvre par la Frankfurt School of Finance and Management (Frankfurt School) en collaboration avec Europe Limited. La Frankfurt School est une école de commerce privée allemande à but non lucratif ainsi qu'un institut de conseil avec plus de 60 ans d'expérience dans la recherche, la formation et la mise en œuvre d'assistances techniques et de projets de coopération. EUROPE Ltd., est une société de conseil privée indépendante spécialisée dans la réalisation de projets de développement à l'international.





Les experts du projet



Spécialiste en marchés et instruments financiers **Stefano Capodagli**

M. Stefano Capodagli est un conseiller financier expérimenté avec plus de 18 ans d'expérience en banque commerciale ainsi qu'en banques financières internationales. Il a travaillé de en

particulier de nombreuses années dans la gestion des risques et dans le renforcement des capacités techniques des banques. De ce fait, M. Capodagli a une excellente connaissance des d'instruments financiers, y compris les prêts, les capitaux propres, les garanties, les obligations, les produits dérivés, etc.

Au cours de sa carrière, il a également été amené à intervenir sur de nombreux projets financés par des donateurs internationaux et ce, dans le monde entier (y compris la Tunisie et d'autres pays d'Afrique du Nord). Il est très expérimenté dans le renforcement du climat d'investissement dans divers marchés émergents et dans l'analyse des marchés financiers.

M. Capodagli est titulaire d'une maîtrise en administration des affaires de la Bocconi School of Management de Hong Kong et d'un diplôme d'économie et d'administration des affaires de l'université La Sapienza de Rome.



Spécialiste secteur privé **Douja Ben Mahmoud Gharbi**

Mme Douja Ben Mahmoud Gharbi possède une expérience de plus de 25 ans dans l'entrepreneuriat et le développement et l'accompagnement des entreprises, surtout des femmes et des jeunes entrepreneurs. Au cours de sa

carrière, elle a acquis une expertise particulière dans la promotion de la compétitivité, l'internationalisation des entreprises, l'amélioration du climat des affaires, la réalisation de diagnostics d'entreprises, les outils d'accompagnement au développement et au financement du secteur privé.

Elle bénéficie également d'une vaste expérience dans la facilitation de dialogues publics-privés, la gestion collaborative de ce type de d'évènement et ce pour de nombreux projet de développement et de coopération en Tunisie.



Spécialiste climat des affaires / investissement - Wiem Zarrouk

Notre experte Wiem Zarrouk dispose de plus de 15 années d'expérience en finance et d'une spécialisation dans les domaines du climat des affaires et de l'environnement des entreprises. Elle a mené et mène des missions dans divers

pays d'Afrique du Nord notamment la Tunisie, la Libye, le Maroc, etc. Wiem Zarrouk a participé à l'élaboration de plusieurs projets portant sur l'amélioration du climat des affaires et des obstacles à l'investissement. Elle a piloté l'action gouvernementale pour améliorer le classement de la Tunisie dans le rapport de compétitivité Doing Business. Elle est également membre du conseil d'administration d'ATUGE et diplômée de l'Ecole Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Caen en France. Elle a aussi été à l'université de STANFORD où elle a été diplômée du prestigieux programme Draper Hills en 2019. Wiem a une parfaite maîtrise de la langue Arabe, Anglaise et Française.

